

ENTRETIEN  
GILBERT | ACHCAR ★

## G É O S T R A T É G I E

L'ASSURANCE ULTIME :  
LA SUPRÉMATIE MILITAIRE

14

DEPUIS QUE L'UNE DES DEUX « SUPERPUISSANCES » DE LA PÉRIODE QUALIFIÉE DE GUERRE FROIDE – MÊME S'IL EST LÉGITIME DE POSER LA QUESTION : AU COURS DU XX<sup>E</sup> SIÈCLE, L'UNE DES DEUX N'ÉTAIT-ELLE PAS TOUJOURS PLUS « SUPER » QUE L'AUTRE ? – S'EST EFFONDREE, LE DEBAT A REPRIS VIGUEUR SUR LA PLACE DES ÉTATS-UNIS DANS LA NOUVELLE CONFIGURATION DES FORCES À L'ÉCHELLE MONDIALE. « DÉCLIN », « HYPERPUISSANCE », « MOMENT UNIPOLAIRE » CONSTITUENT LES TERMES DE RÉFÉRENCE DE DIVERSES ANALYSES. AU MOMENT OÙ L'ADMINISTRATION BUSH FILS SE TERMINE, L'INTRICATION ENTRE « DÉCLIN ÉCONOMIQUE » ET « PUISSANCE MILITAIRE » DES ÉTATS-UNIS DONNE LIEU À DE NOMBREUSES CONTROVERSES. DANS CET ENTRETIEN AVEC GILBERT ACHCAR, NOUS AVONS CENTRÉ LE PROPOS, AVEC LES LIMITES QUE CELA IMPLIQUE, SUR LA THÉMATIQUE « HYPERPUISSANCE » ET « DÉCLIN » AU COURS DES TRENTE DERNIÈRES ANNÉES.

**Le désastre qui marque la fin de l'administration républicaine de George W. Bush relance la discussion sur le statut d'« hyperpuissance » des États-Unis ou de leur déclin. Peux-tu remettre en perspective ce débat ?**

**GILBERT ACHCAR :** La notion d'hyperpuissance, attribuée à Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères du

gouvernement français de Lionel Jospin (1997-2002), décrit l'image des États-Unis telle qu'elle apparut à la suite de la première guerre d'Irak de 1990-91. Cette notion, qui a fait recette, renvoie à l'émergence d'un « monde unipolaire » avec la paralysie croissante de l'Union soviétique, puis sa disparition – ou plutôt d'un « moment unipolaire » selon l'expression plus prudente de l'éditorialiste américain néoconservateur Charles Krauthammer. L'année 1991 est une année charnière, une année lourde de symboles parce que renvoyant à de réelles mutations : non seulement l'effondrement de l'URSS, mais aussi la première guerre du Golfe qui est une guerre décisive dans la configuration de ce que sera l'après-Guerre froide.

En effet, les États-Unis font la démonstration concrète de la puissance de l'ar-

\* Gilbert Achcar est professeur à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres. Parmi ses ouvrages, on peut citer : *Le choc des barbares* (Complexe, 2002 ; 10/18, 2004), *L'Orient incandescent* (Page deux, 2004), *Le dilemme israélien. Un débat entre Juifs de gauche. Lettres de Marcel Liebman et Ralph Miliband*, sélection et présentation (Page deux, 2006), *La guerre des 33-Jours, avec Michel Warschawski* (Textuel, 2007), *La poudrière du Moyen-Orient*, avec Noam Chomsky (Fayard, 2007).

mada qu'ils avaient constituée à l'époque de Reagan – président de 1981 à 1989 –, période durant laquelle les dépenses militaires ont été les plus élevées de toute l'histoire des Etats-Unis, hors temps de guerre. La guerre de 1991 participe aussi de la démonstration à l'adresse des alliés des Etats-Unis que « l'effacement du communisme » n'implique pas qu'ils puissent se passer de la force militaire américaine, d'autant moins que les éléments de déstabilisation internationale sont fort importants. Le rôle du « gendarme américain » n'est pas diminué ; en un certain sens, il est renforcé, car les interventions militaires tous azimuts sont présentées comme relevant d'un impératif « démocratique », « de paix ». C'est l'époque où apparaissent des expressions comme « global cop » (gendarme mondial) – ou « globocop » par allusion à un film à succès. Ce dernier terme avait fait la une d'un des principaux hebdomadaires américains.

L'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein en août 1990 est utilisée par l'administration américaine pour revenir s'implanter militairement dans cette région du monde qu'elle avait dû quitter au début des années 1960 (évacuation de la base américaine de Dhahran dans le royaume saoudien sous la pression de l'Egypte nassérienne). Les Etats-Unis se réinstallent en force dans cette zone dont l'importance stratégique, à cause du pétrole et des recompositions géopolitiques en cours, ne leur échappe évidemment pas. Le contrôle de cet espace sert d'argument stratégique dans les relations avec leurs partenaires qui dépendent du pétrole moyen-oriental, que ce soit l'Europe occidentale ou le Japon, comme face à l'adversaire potentiel qu'est la Chine, non moins dépendante à cet égard.

Dans une telle conjoncture et étant donné l'intrication de tous ces éléments, les Etats-Unis apparaissent alors comme une « hyperpuissance », bien plus forte que la « superpuissance » qu'ils étaient du temps de la bipolarité. Cela d'autant plus qu'ils accumulent deux phases record d'expansion économique sous Reagan – record de durée hors guerre – puis sous Clinton (président de 1993 à 2001) – record absolu. Le pari économique initié sous Reagan a été, en un certain sens, gagné. C'était certes un pari risqué, à tel point

que d'aucuns avaient vu dans cette période l'achèvement du déclin américain. Il faut se rappeler que le principal best-seller sur le déclin américain a été publié en 1987, en pleine période Reagan : le livre de Paul Kennedy – *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000* (titre français : *Naissance et déclin des grandes puissances*).

Cela livre commit une erreur monumentale de jugement sur la signification effective des dépenses militaires. Son interprétation reposait sur l'idée suivante : la profusion des dépenses militaires était, en tant que telle, un signe du déclin de l'empire américain et elle allait accélérer son effondrement par « surextension » (*overstretch*), c'est-à-dire dépassement des moyens disponibles. Or, c'est l'inverse qui s'est produit. Le pari reaganien a consisté en une combinaison apparemment incohérente de néolibéralisme, y compris des réductions de taxes favorisant les plus riches, et de « keynésianisme militaire », une formule (discutable) qui désigne des dépenses dans le secteur militaire à effet d'entraînement économique. La combinaison de la réduction des recettes fiscales et de l'augmentation des dépenses militaires a abouti à un déficit budgétaire astronomique, accompagné d'un processus de concentration de l'industrie d'armement par le biais d'opérations boursières. Au vu du résultat final, le pari reaganien a été couronné de succès.

Une autre dimension de ce pari était de mettre à genoux l'économie et le pouvoir de l'URSS. Reagan lui-même, dans son autobiographie (*An American Life*), indique qu'il a été « briefé » par la CIA, avant son investiture, sur le fait que l'économie de l'URSS était en état d'asphyxie. Il en déduisit que, dans ce contexte, la course aux armements allait accentuer l'étranglement. Ce n'est certes pas la cause fondamentale de l'effondrement de l'économie soviétique, mais il est incontestable que le fait de mener de front la guerre d'Afghanistan et une étape paroxystique de la course aux armements a grandement accéléré l'agonie de l'URSS.

Restés seuls en lice, les Etats-Unis sont donc apparus comme puissance unique dans un monde unipolaire, comme « hyperpuissance ». Le terme de Védrine reflète aussi l'amertume française face à un partenaire américain qui dispose d'un

## *Le contrôle de la zone du Golfe sert d'argument stratégique dans les relations des Etats-Unis avec l'Europe occidentale ou le Japon, comme face à l'adversaire potentiel qu'est la Chine.*

pouvoir de décision exclusif sur toutes les questions clés qui émergent dans cette période. C'est le cas même de celles qui affectent le plus directement l'Union européenne, comme le maintien de l'OTAN, sa mutation d'alliance défensive en organisation dite de sécurité, c'est-à-dire d'intervention militaire, et par-dessus tout l'élargissement de l'OTAN à l'est de l'Europe, vers les pays membres de l'ex-Pacte de Varsovie, voire plus tard d'ex-républiques soviétiques. L'ostracisme envers la nouvelle Russie qui s'est ainsi dessiné engage l'avenir de l'Europe. C'est pourtant Washington qui décide, en jouant au besoin sur les divisions intereuropéennes.

De plus, comme je l'ai déjà indiqué, ce pouvoir accru est étayé par la très longue phase d'expansion économique sous Clinton, par une relance de la productivité et des positions de pointe conquises ou reconquises dans le domaine des technologies – domaine dans lequel les dépenses militaires ont joué un rôle déterminant. On assiste alors au « comeback » des Etats-Unis, après la phase de désindustrialisation des années 1970 qui avait donné lieu à tant de pronostics déclinistes. Cet ensemble de facteurs a donc conforté l'image d'hyperpuissance qui culmine, paradoxalement, dans la période qui suit immédiatement le 11 septembre 2001 avec la « guerre contre le terrorisme » lancée par une équipe Bush Jr. qui constitue l'administration la plus arrogante de l'histoire des Etats-Unis. Son arrogance traduit l'ivresse de ce « moment unipolaire » à son apogée avec



l'installation au pouvoir des membres du «Project for the New American Century» (PNAC – Projet pour le nouveau siècle américain) et la place prise par les néo-conservateurs sur la scène idéologique et politique. L'administration Bush va traduire tout cela dans la façon même dont elle va réagir au 11 septembre et dont elle va conduire les invasions de l'Afghanistan en 2001, puis de l'Irak en 2003.

**A posteriori, divers analystes européens posent la question : comment est-il possible qu'une puissance comme celle des Etats-Unis ait permis qu'une administration telle que celle de Bush fils s'empare du pouvoir ? Cela mérite explication.**

**GILBERT ACHCAR :** Il me semble que deux dimensions majeures sont ici impliquées. L'une concerne les mutations sociopolitiques à l'intérieur des Etats-Unis. La bourgeoisie en tant que classe ne gouverne jamais directement et collectivement, bien entendu, mais dans un pays comme les Etats-Unis, elle ne choisit même pas exclusivement le personnel politique qui formera l'exécutif. Il y a un processus de sélection électorale qui n'est pas déterminé uniquement par le grand capital. Les mutations sociopolitiques de l'électorat américain ont été très étudiées.

Les évolutions de la topographie politique vers le sud et l'ouest ont donné lieu à des études empiriques fouillées. La montée des votes du sud a été déterminante, entre autres pour l'élection de G. W. Bush. On a vu s'imposer un personnel politique lié par exemple à la bourgeoisie du Texas, qui est fort éloignée de l'idéaltype wébérien du capitalisme «rationnel», industriel. Les secteurs dont l'influence monte sont liés au pétrole, à la spéculation, à la rente foncière. Cela est renforcé par la contre-révolution conservatrice qui a pris son essor depuis Reagan et qui a accentué la sélection de ce type de personnel, qui s'appuie également sur des réseaux religieux très organisés et «affairistes». La montée en puissance de ces derniers traduit l'impact sociétal anémique des contre-réformes néolibérales qui ouvrent un champ important pour la droite chrétienne, pour le repli religieux.

Telles me semblent être les causes du glissement de terrain politique. L'élection de Ronald Reagan en 1980 n'en est pas encore la traduction, du moins pas exclusivement. En effet, il bénéficie surtout de la réaction à ce qui est perçu comme le déclin des Etats-Unis, en se faisant élire sur le thème du comeback contre le démocrate Jimmy Carter (président de 1977 à 1981) devenu l'incarnation même du déclin. Toutefois, Reagan a créé des conditions qui accélèrent et amplifient le glissement de terrain politique vers la droite. Lorsque Clinton arrive à la présidence en 1993, il fait face à l'élection l'année suivante d'un Congrès ultra-droitier, avec la perte par les démocrates de la majorité à la Chambre des représentants, pour la première fois depuis quarante ans, ainsi qu'au Sénat, après six ans. La droite républicaine conservera la majorité dans les deux chambres du Congrès jusqu'aux élections de novembre 2006.

Toutefois, au moment où elle s'installe au pouvoir en 2001, l'administration Bush n'est pas encore perçue pour ce qu'elle va s'avérer être. La franche rupture avec le legs politique du père (George Bush, président de 1989 à 1993) n'est pas évidente d'emblée. Sur le terrain de la politique étrangère, Bush père s'était inscrit dans le courant traditionnel de l'establishment américain. Or, il apparaîtra bientôt nettement plus de différences entre Bush père et Bush fils qu'il n'y en eut entre Bush

père et Clinton sur le plan de la politique étrangère : autrement dit, l'administration Bush fils a rompu avec une longue tradition bipartisans de la politique étrangère états-unienne.

L'élection de Bush fils n'a pas été un choix collectif de la classe dominante, mais le fait que la mise en place d'une telle équipe fut acceptée – la décision de la Cour suprême de justice à propos de la contestation portant sur les résultats électoraux en Floride ainsi que la non-opposition d'Al Gore – exprime une donnée importante : des secteurs clés de la bourgeoisie états-unienne étaient favorables à une offensive dans la région du Golfe, dont on savait qu'elle était une des priorités de la nouvelle équipe républicaine. Ils souhaitaient que fût débloquée la situation issue de la première guerre du Golfe, ce que Clinton n'avait pu faire. Il y a là le deuxième élément expliquant l'arrivée au pouvoir de Bush-Cheney.

En effet, le contrôle sur cette région a certainement été un élément-clé de l'acceptation de l'usurpation du pouvoir, en quelque sorte, par l'équipe Bush-Cheney. Par ailleurs, cette dernière semblait donner initialement des gages de continuité et d'équilibre politique, avec la présence du général Colin Powell aux Affaires étrangères en tant que garantie d'une certaine pondération et du respect de la dimension bipartisans propre au domaine de la politique étrangère. Dans un premier temps, l'administration Bush s'est même conduite de façon modérée, comme dans l'attitude qu'elle a adoptée en 2001 au moment de la crise créée par l'atterrissage d'un avion-espion américain sur l'île chinoise de Hainan, après une collision avec un chasseur de l'aviation chinoise. Au-delà des déclarations, l'administration Bush n'a pas vraiment bronché lorsque Pékin a refusé de «restituer l'avion sans autres manipulations» et l'a rendu en pièces détachées.

C'est le 11 septembre 2001 qui a offert à cette administration l'occasion de mettre en œuvre son projet central. Cheney et Rumsfeld avaient en commun d'être véritablement obsédés par la question de l'Irak. Leur première réaction au 11 septembre – aujourd'hui l'affaire est bien documentée – fut : «Envahissons l'Irak». Or ils savaient pertinemment que l'Irak n'avait rien à voir avec les attentats du 11 septembre.

## DÉPENSES MILITAIRES 2007

Rang	Mia \$ *	% **	
1	Etats-Unis	547,0	45
2.	Grande-Bretagne	59,7	5
3	Chine	58,3	5
4	France	53,6	4
5	Japon	43,6	4
6	Allemagne	36,9	3
7	Russie	35,4	3
8	Arabie saoudite	33,8	3
9	Italie	33,1	3
10	Inde	24,2	2
11	Corée du Sud	22,6	2
12	Brésil	15,3	1
13	Canada	15,2	1
14	Australie	15,1	1
15	Espagne	14,6	1

\* En milliards de dollars constants au taux de change de 2005

\*\* En % des dépenses militaires mondiales

Source : SIPRI Yearbook 2008 (Stockholm International Peace Research Institute).

**Si le 11 septembre offre la possibilité de mettre en œuvre l'orientation de la nouvelle administration, les choix opérés n'ont-ils pas révélé les limites et contradictions que comporte, de manière intrinsèque, cette orientation ?**

**GILBERT ACHCAR :** Avec l'administration de G. W. Bush, on peut dire que la thèse de Paul Kennedy de la « surextension » (*overstretch*) de l'empire – banale, somme toute – se trouve en quelque sorte validée. En effet, cette administration s'est engagée dans des aventures allant bien au-delà des moyens dont les Etats-Unis disposent. Et cela sur tous les plans.

Commençons tout d'abord par le militaire. Une des conséquences de la guerre du Vietnam avait été le développement d'une nouvelle doctrine du Pentagone et d'une nouvelle programmation militaire reposant sur les progrès de la technologie militaire et entraînant une diminution des effectifs, s'ajoutant à la suppression de la conscription et à la professionnalisation des armées – le tout traduisant la volonté de ne plus dépendre de l'embrigadement de la jeunesse qui s'était avéré un talon d'Achille au moment du Vietnam.

C'est ainsi que, sous Reagan, s'est développé ce qui a été qualifié de « révolution dans les affaires militaires », en imbrication étroite avec la révolution technologique plus générale (télécommunication, Internet, laser, nouveaux matériaux, informatique généralisée, etc.). Avec la première guerre du Golfe, une expérimentation de ces nouveaux moyens en grandeur réelle, sur le terrain, est accomplie et, de plus, donnée en spectacle impressionnant au reste du monde. Or, en 2001, sur le plan technologique, l'armement utilisé dix ans plus tôt contre l'Irak est très largement dépassé.

Tout cela a confirmé le noyau civil de l'administration Bush – certainement plus que les militaires qui ont l'avantage d'une connaissance pratique – dans l'idée que la technologie militaire était en quelque sorte toute-puissante. Déjà la civile Madeleine Albright (secrétaire d'Etat entre 1997 et 2001, sous le second mandat de Bill Clinton) avait déclaré face au militaire Colin Powell plus circonspect : « A quoi sert d'avoir cette superbe armée dont vous parlez tout le temps si l'on ne peut pas s'en servir ? ». Cette tendance à croire en la toute-puissance de la technologie militaire s'est illustrée, au plus haut

point, lors de l'invasion de l'Irak. C'est Donald Rumsfeld, membre fondateur du PNAC, secrétaire à la Défense de l'administration Bush de 2001 à 2006 – qui tranche dans le débat portant sur l'ampleur des troupes nécessaires au contrôle de l'Irak. Sa décision est prise contre l'opinion d'une partie importante du Pentagone qui considère des plus irréalistes le projet de contrôler l'Irak avec une présence militaire sur le terrain réduite à 150 000 soldats. Beaucoup de militaires affirmaient qu'il fallait deux ou trois fois plus de soldats pour avoir une chance de « stabiliser » l'Irak.

L'aventurisme militaire de l'équipe Bush-Cheney-Rumsfeld commence en Afghanistan dès octobre 2001, puis se poursuivra en Irak. Il conduira à une situation de surextension des moyens militaires des Etats-Unis, non pas leurs moyens techniques mais leurs « ressources humaines ». A tout point de vue, les capacités de l'armée des Etats-Unis se placent nettement au-dessus du niveau de la guerre du Vietnam – sauf sur un point qui a été très sous-estimé : les effectifs. Les effectifs actuels des forces armées américaines sont beaucoup plus réduits que lors de la guerre du Vietnam : en 1970, le personnel total du département de la Défense dépassait les 3 millions de personnes ; en 2005, le chiffre atteint à peine 1 400 000, ce qui comprend l'ensemble du personnel civil, administratif et autre. Dès lors, les tensions exercées sur les « ressources humaines » des forces armées sont poussées à l'extrême. Or, le Pentagone n'arrive même plus à atteindre ses objectifs modérés de recrutement, et cela malgré les conditions de plus en plus « alléchantes » en paye et avantages divers. C'est bien là que se situe le talon d'Achille de la puissance militaire américaine. En un certain sens, cela confirme la permanence du « syndrome vietnamien », qui semblait avoir été dépassé en 1991. L'embourbement en Irak a ravivé le syndrome. En outre, dans la mesure où les objectifs quantitatifs de recrutement ne sont pas remplis, il y a une tendance à abaisser le seuil d'exigence qualitatif, ce qui s'est traduit, entre autres, par la multiplication des « bavures » en Irak. Tout cela est aggravé par le fait qu'avec la situation en Irak et sous l'effet de la lumière crue jetée sur la propagande d'intoxication massive qui a servi à justifier le déclenchement de la

guerre, il est peu envisageable, sinon impensable, de rétablir la conscription.

Ainsi, l'administration Bush est contrainte de redécouvrir une banalité : on ne contrôle pas une population uniquement avec de la technologie militaire, fût-elle de pointe. Il faut surtout déployer des fantassins sur le terrain. Dans le débat sur l'invasion, la clique idéologique des néoconservateurs, dont Paul Wolfowitz était le principal représentant dans l'administration, a été utilisée par Bush, Cheney et Rumsfeld pour justifier qu'il n'était pas nécessaire en Irak de mettre plus d'hommes sur le terrain que ce dont le Pentagone disposait. C'est cette clique qui a propagé les fameuses illusions sur le fait que les troupes d'invasion américaines allaient être accueillies en Irak avec des fleurs.

L'autosuggestion de l'administration à cet effet a été déterminante dans sa façon de passer outre aux objections des militaires. La question, bien sûr, était de savoir si les Etats-Unis pourraient contrôler l'Irak durablement : c'est ce qui avait fait que Saddam Hussein avait été maintenu en place, depuis 1991, faute d'être sûr de pouvoir prendre le contrôle du pays à sa chute. L'équipe Bush-Cheney-Rumsfeld a tranché l'incertitude sur la foi d'un *wishful thinking* (raisonnement où l'on prend ses désirs pour des réalités) inouï.

Cette erreur de calcul monumentale à abouti à l'enlèvement en Irak. L'Irak a tourné en « catastrophe » pour reprendre l'expression de Zbigniew Brzezinski. L'administration Bush va sortir de la scène sous peu avec ce qui est, en effet, le bilan le plus catastrophique de l'histoire des administrations américaines. Elle a le plus grand échec de la politique extérieure américaine à son passif. Arrivée au pouvoir au moment où « l'hyperpuissance » était à son apogée et disposait d'un capital considérable, elle sort après avoir mis l'entreprise états-unienne en faillite. Et la formule n'est pas que métaphorique.

**A travers la lecture de la presse américaine, du *New York Times* au *Wall Street Journal*, ressortent deux pôles. L'un, les difficultés économiques que connaît le capitalisme américain ; l'autre, la permanence de l'effort en termes d'accroissement permanent du potentiel de l'armement. Comment peut-on saisir la conjonction de ces deux éléments ?**

17

*L'administration Bush est contrainte de redécouvrir une banalité : on ne contrôle pas une population uniquement avec de la technologie militaire, fût-elle de pointe.*

**GILBERT ACHCAR :** Certes, les dépenses militaires des Etats-Unis sont énormes. En dollars constants, elles sont les plus élevées depuis la Seconde Guerre mondiale. Elles dépassent même celles engagées lors de la guerre de Corée (1950-1953). Toutefois, en termes relatifs, c'est-à-dire par rapport au produit intérieur brut, les Etats-Unis disposent encore d'une marge de manœuvre importante. A près de 5% du PIB, ils sont encore loin du pic de près de 15% de la guerre de Corée et des 9% de celle du Vietnam. Ils restent même en dessous des 7% atteints sous Reagan en 1985.

Toutefois, la question la plus alarmante est celle des déficits jumeaux (voir à ce sujet l'article de Michel Husson en page 21), qui a rebondi après l'assainissement budgétaire effectué sous l'administration Clinton, indispensable après l'endettement massif reaganien. Les Etats-Unis sont de nouveau plongés dans les déficits jumeaux, dont le plus important n'est pas tellement celui du budget – qui a été pire sous Reagan – mais celui de la balance des paiements qui bat tous les records.

De ce point de vue, on fait face à une configuration qui ressemble, mutatis mutandis, à celle de la première grave crise du déclin américain au moment de la guerre du Vietnam. Le Vietnam révélait déjà une situation d'*overstretch*, selon les paramètres de l'époque, le coût de la guerre s'ajoutant à l'ensemble des dépenses extérieures et à une balance commerciale évoluant vers le rouge qui va commencer à tirer la balance des paiements vers le déficit. Cela va aboutir à la fin du système monétaire issu de Bretton Woods et fondé sur la parité fixe dollar-or. Aujourd'hui lorsque l'on prend en compte la conjonction des facteurs indiqués, je pense que l'on se trouve dans un moment similaire de crise et de déclin, dont la glissade du dollar est une des expressions.

La priorité numéro un de la prochaine administration américaine va être de tenter de remédier à cette situation. Elle devra réparer les dommages causés ; ce n'est pas totalement impossible. Les Etats-Unis disposent d'énormes ressources et de capacités de rebondir, d'autant plus qu'ils peuvent capter d'importantes ressources extérieures à partir de

leurs positions de seigneurage au niveau monétaire et de suzeraineté au niveau politico-militaire à l'échelle mondiale. Et il est difficile d'imaginer comment les Etats-Unis peuvent être délogés de cette dernière position.

Dans les cercles dirigeants états-uniens, la compréhension que leur atout majeur réside dans la suprématie militaire est aiguë. Par rapport à ceux qui ne cessent de sonner le tocsin d'un déclin sans fin, il faut manifester une grande prudence. En effet, la supériorité militaire des Etats-Unis par rapport au reste du monde est à un niveau record et constitue la clé de voûte de l'ensemble. Les Etats-Unis dépensent dans le domaine militaire plus que tous les autres pays de la planète réunis – du jamais vu dans l'histoire mondiale. Les dépenses d'armement ne traduisent évidemment pas un pouvoir militaire immédiat, car toute une série d'autres paramètres entrent en ligne de compte. Toutefois, tout en n'oubliant pas le talon d'Achille que j'ai mentionné précédemment, l'hyperpuissance reste une hyperpuissance sur le plan de la force de frappe à distance.

Et Washington veille à revaloriser son rôle de suzerain protecteur de l'Europe et du Japon. La politique dessinée par Brzezinski pour l'administration Clinton – dont l'élargissement de l'OTAN à l'est fut la pièce maîtresse – visait à la crispation de la Russie, confrontée au choix imposé entre l'abdication de toute prétention impériale et la soumission ou le retour à une posture d'opposition au dispositif occidental. En se présentant comme défenseur des pays frontaliers de la Russie, Washington a d'ailleurs revalorisé le rôle de protecteur de la « démocratie » et des « libertés » qui été son argument idéologique du temps de la Guerre froide.

En outre, les Etats-Unis se posent en rempart face à la puissance montante de la Chine, qui ne manque pas d'inquiéter le Japon. Ainsi, sous l'angle des alliances constituées du temps de la Guerre froide et élargies depuis la fin de celle-ci, Washington s'affirme toujours dans une position réelle de puissance suzeraine. Et c'est cela que les administrations à venir vont tenter d'exploiter à nouveau, en tentant de ravalier le « soft power » hégémonique des Etats-Unis largement dégradé sous la présidence de Bush.

## Comment expliques-tu les racines de l'alliance entre Londres et Washington ?

**GILBERT ACHCAR :** Lorsqu'il s'est vu engagé sur la pente d'un déclin impérial irréversible après la Seconde Guerre mondiale et notamment après la crise de Suez en 1956, le capitalisme britannique a pris comme option de miser sur son alliance avec les Etats-Unis. Alliance facilitée par une affinité culturelle évidente entre les deux pays et prenant appui sur une interpénétration capitaliste, une liaison entre Wall Street et la City londonienne. Les liens économiques historiques entre les deux pays étaient déjà très forts, bien entendu.

Il serait d'ailleurs possible d'examiner l'attitude politique des pays européens envers Washington en relation avec le degré d'interpénétration économique entre leurs capitaux respectifs et les capitaux états-uniens. On peut citer l'exemple de la Hollande ou, certainement pour une longue période au moins, de la Suisse.

Les élites économiques et politiques du Royaume-Uni ont fait le choix de jouer avec le plus fort. Cette option était et reste considérée par ces élites comme le meilleur moyen de se garantir une part du gâteau qu'elles n'auraient pas la capacité de se réserver si elles avaient suivi l'option française.

C'est bien pourquoi, d'ailleurs, de Gaulle était opposé à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. En effet, pour de Gaulle, Londres représentait le cheval de Troie de Washington. De leur côté, les cercles dirigeants britanniques pensaient que l'attitude gaulliste était donquichottesque. Ils le pensent toujours. Ils n'ont pas cru à l'alliance franco-allemande que Chirac et Schröder ont tenté d'établir pour dégager une marge d'autonomie face à Washington. Ils sont restés fidèles à l'engagement atlantiste, et ce d'autant plus qu'ils sont apparus comme un contrepoids à la politique de Chirac-Schröder dans l'espace européen, ce qui les a valorisés aux yeux de l'allié américain.

Certes, Blair s'est fait traiter de « caniche » et le Royaume-Uni fait souvent l'objet de commentaires méprisants aux Etats-Unis – de la part de Brzezinski, par exemple. Mais cela a peu d'importance par rapport aux récompenses que les cercles dirigeants britanniques comptent obtenir

pour leur loyauté. Leur engagement dans la guerre d'Irak en est l'illustration. Blair, avec le soutien de la City, s'est aligné sur Washington pour une raison facile à comprendre.

Saddam Hussein imaginait pouvoir jouer sur ce qu'il plaît à certains d'appeler les « contradictions inter-impérialistes » en offrant des contrats pétroliers juteux aux Français et aux Russes – je dis « Russes » et non « Soviétiques », car il s'agit des années 1990. Il espérait qu'ils agiraient de ce fait pour la levée de l'embargo imposé contre l'Irak toute la décennie durant et jusqu'à l'invasion du pays.

En face, les Anglais ont maintenu leur étroite alliance avec les Etats-Unis et se sont crus récompensés en étant choisis comme Sancho Panza par l'administration Bush dans l'invasion de l'Irak. Ils espéraient ainsi, et espèrent toujours, obtenir une part du gâteau pétrolier irakien, qui est énorme. Ils pensent que l'allié américain va leur garantir cela et que les Russes comme les Français n'obtiendront rien, ou des miettes.

Certes, Blair a fini par payer sa part du prix de l'erreur monumentale faite par l'administration Bush dans sa conquête de l'Irak. Mais cela ne change pas l'option fondamentale.

### **Au cours des derniers mois, on a l'impression d'un tournant de la politique française face aux Etats-Unis. Qu'en est-il ?**

**GILBERT ACHCAR :** La politique que représente Sarkozy peut être lue comme le résultat d'un constat d'échec de la timide tentative de répétition de la posture gaullienne par le duo Jacques Chirac-Dominique de Villepin. Je dis bien timide, car beaucoup tendent à oublier qu'en 1995, lors de son arrivée à la présidence, Chirac avait opéré un retour partiel sur la sortie française du commandement militaire intégré de l'OTAN, décidée en 1966 par de Gaulle. Donc Chirac lui-même a commencé par donner des gages de « bonne conduite » de la France face aux Etats-Unis.

Il se trouve cependant que les intérêts français sont les plus systématiquement en concurrence avec ceux des Etats-Unis. Cela va d'Airbus (face à Boeing) à la banane (produite en Martinique) et en Guadeloupe face au contrôle de la production de bananes par les firmes améri-

caines en Amérique centrale et ailleurs), en passant par l'exportation d'armement – on le voit avec les efforts faits pour placer le Rafale – ou le nucléaire. Sans oublier le pétrole et le gaz qui sont au centre de tensions, plus ou moins ouvertes, allant de l'Algérie au Tchad en passant par l'Angola ou la Libye. Donc, l'éventail des conflits d'intérêts est très large.

La politique de Charles de Gaulle consistait à profiter de la situation créée par la Guerre froide en s'installant dans la zone grise entre les deux « superpuissances ». De Gaulle et les fractions dominantes du capital français ont pensé qu'ils pouvaient gagner plus dans cet espace autonome qu'en se plaçant à la remorque de Washington.

La politique du général de Gaulle se traduira par l'ouverture à l'Union soviétique – « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » – ou encore la reconnaissance de la Chine. Cette attitude de « non-alignement » – pour utiliser une formule qui force le trait, mais qui est apparue comme telle dans le tiers monde – a longtemps constitué l'atout français. Le capital français a tissé des liens avec des pays considérés comme pestiférés par Washington, mais avides de rapports avec des puissances occidentales. Dès lors, il se trouvait en position privilégiée au sein de ces pays. Le monde arabe est l'une des zones où cette orientation s'est concrétisée de la manière la plus nette, obtenant des résultats qui n'étaient pas garantis à l'avance comme c'est le cas dans le pré carré colonial français en Afrique noire.

C'est ainsi que l'on peut comprendre la position de Charles de Gaulle en 1967, lors de la guerre israélo-arabe. Ce fut un retournement radical de la position française des années 1950 et 1960. La France était antérieurement le principal soutien d'Israël : l'armement israélien était largement français, et le réacteur nucléaire de Dimona est d'origine française. L'alliance militaire israélo-américaine date du milieu des années 1960 : elle n'existait pas auparavant de façon comparable. Or, souvent, les gens commettent l'erreur de projeter sur le passé les tendances présentes. En voyant Israël s'atteler à la machine états-unienne, de Gaulle a choisi de changer radicalement de cap et de jouer la carte arabe – ce qui a donné la « politique arabe de la France ». Mais avec la fin de

l'Union soviétique, la zone grise de la Guerre froide a disparu. Certes, il reste des « Etats voyous », mais ils ne pèsent pas lourd. Lors de la guerre d'Irak, la rhétorique de Villepin a pu récolter quelques applaudissements, mais en termes concrets le résultat a été plutôt maigre pour le capital français.

Les Américains se sont emparés de l'Irak et leur emprise sur la région reste très forte quand même ils doivent faire face à de nombreux et graves problèmes. Donc, en quelque sorte, Sarkozy, pour revenir à lui, est la traduction de ce rétrécissement du champ que peut cultiver le capitalisme français en jouant la carte antiaméricaine. Une fraction importante du capital français souhaite clairement arrêter de jouer les Don Quichotte et voir la France s'aligner avec le reste de l'Europe actuelle dans un partenariat plus serein avec les Etats-Unis. Cette option atlantiste a d'ailleurs toujours existé en France et s'est plus d'une fois heurtée au pôle gaullien. Certes, si les Etats-Unis s'enfoncent dans le déclin, une redéfinition des choix stratégiques et des intérêts matériels qui les sous-tendent s'opérera.

### **Sans entrer dans de la prospective électorale ou tomber dans l'obamania, l'irruption sur la scène politique états-unienne d'un Barack Obama ne peut-elle pas être mise en relation avec le déclin que tu as souligné et la volonté de le contrecarrer ?**

**GILBERT ACHCAR :** Le fait de voir un noir américain comme Obama, qui n'a pas le pedigree socioprofessionnel d'un Colin Powell, se profiler comme possible président des Etats-Unis ne saurait être minimisé. Certes, des secteurs importants du capital le soutiennent. Mais son surgissement n'en reste pas moins un événement sociopolitique extraordinaire dans un pays qui, il y a quarante ans encore, connaissait une discrimination raciale institutionnalisée. Cela montre, soit dit en passant, que « l'action affirmative » a des effets réels ; les attaques contre les mesures liées à cette « action affirmative » à l'intérieur des Etats-Unis le démontrent. Cela dit, pourquoi Barack Obama a-t-il des chances sérieuses de l'emporter ? Ici, on revient à la question de la sélection du personnel politique, telle qu'on l'a traitée initialement. Ce n'est pas évidemment un conclave de la bourgeoisie en tant que



telle qui a choisi Obama. Toutefois, les cercles économiquement dominants pèsent dans les choix effectués, non seulement au moyen de leurs ressources financières, de leurs réseaux, mais aussi des médias de masse qui représentent un instrument tout à fait déterminant dans ce type de bataille électorale. Pourquoi donc Obama?

A mon avis, la réparation du dommage causé par l'administration Bush pourrait se trouver facilitée par un changement aussi profond et radical de figure, de représentation des Etats-Unis. Un « impérialisme à visage humain et noir » pourrait redorer le blason des Etats-Unis plus que fortement terni par le désastre de l'administration Bush. Dans les sondages à l'échelle internationale, l'image des Etats-Unis n'a jamais atteint de tels tréfonds. Même à l'époque du Vietnam.

Les secteurs majoritaires de la classe dominante américaine éprouvent le besoin de reconstruire l'image, la réputation du pays. Un personnage tel que Barack Obama pourrait faciliter ce relookage et reconfirmer des éléments clés de l'idéologie américaine: la démocratie, la mobilité sociale, etc. Du point de vue du *soft power* cela serait très important. Le seul fait qu'Obama, indépendamment du résultat électoral final, s'affirme comme candidat du parti démocrate impressionne déjà le monde entier.

Evidemment, pour qu'Obama puisse jouer ce rôle, qu'il puisse endosser les habits du personnage officiel qu'il devra être, il a dû donner des gages de bonne conduite. La composition de son staff est à ce propos des plus significatives. A propos de son programme de politique intérieure, plusieurs analystes ont déjà souligné qu'il se trouvait à droite de celui avancé par Hillary Clinton. Dans le domaine de la politique étrangère, le gourou est à nouveau Zbigniew Brzezinski. On trouve aussi Anthony Lake, un proche de Brzezinski, qui était le conseiller à la sécurité nationale sous le premier mandat de Bill Clinton, puis l'envoyé spécial de ce dernier.

On retrouve donc autour d'Obama des personnes qui ont configuré l'orientation des deux administrations Clinton en politique impériale. Ce personnel, tirant les leçons de l'échec de l'administration Bush, tend aujourd'hui à « gauchir » son discours.

## *On retrouve autour d'Obama des personnes qui ont configuré l'orientation des deux administrations Clinton en politique impériale.*

La lecture des derniers écrits de Brzezinski est révélatrice à ce propos: c'est la conversion de saint Paul sur le chemin de Damas! Le rôle d'un Joseph Stiglitz, conseiller économique d'Obama, est du même ordre. On trouve là une prise en compte du retour de balancier idéologique bourgeois qui s'impose après Bush.

Les intérêts de l'impérialisme américain ont évidemment comme assurance ultime la suprématie militaire, mais le lifting politico-idéologique est un complément utile et nécessaire. Sous Bush, l'arrogance et la droïtisation ont été si loin qu'il semble impératif pour la fraction « éclairée » de l'establishment états-unien de donner un coup de barre « à gauche », du moins dans le discours. C'est ici qu'un Barack Obama peut être utile. Il n'inquiète pas les couches dirigeantes, car il n'est pas porté par une vague de radicalisation sociale. La question ne doit pas être posée au niveau des personnes en tant que telles. Prenons Franklin Delano Roosevelt, par exemple. Il fut le président le plus progressiste dans

l'histoire moderne des Etats-Unis. Cela n'a pas été dû à sa personnalité, même s'il faut un personnage adéquat pour chaque rôle, mais à la radicalisation sociale profonde de l'époque de la Grande Dépression qu'il traduisit en l'endiguant. Dans le fond, ce ne sont pas les personnages qui font les situations, mais les situations qui font les personnages.

Or, il n'y a aucune analogie possible entre les Etats-Unis des années 1930 – du point de vue des rapports de forces sociaux, de la lutte de classes, de la force de la classe ouvrière – et la situation présente. Au sein des fractions dominantes du capital, aucune inquiétude sérieuse ne s'exprime. Une figure telle qu'Obama pourrait être avantageuse pour promouvoir les intérêts des Etats-Unis – à moins que le cours ultraradical de l'administration Bush ne se voie confirmé par l'élection de John McCain, avec des Etats-Unis s'enfonçant plus encore sur la voie d'un déclin que symboliserait une figure gérontocratique à la Brejnev (9 juin 2008). ✱

### « GOD BLESS AMERICA »

Nous reproduisons ci-dessous la conclusion de l'éditorialiste Favilla du quotidien français de la finance Les Echos du 10 juin 2008. – *Réd.*

« Après le double mandat calamiteux de George W. Bush, le visage de l'Amérique peut devenir celui d'un jeune Noir et ce visage, par le seul fait de ses origines, bouleverserait le regard du monde sur l'Occident. Alors, pour une fois, pour la première fois depuis longtemps, on a vraiment envie de faire nôtre la devise du peuple des pionniers de la démocratie et celle des libérateurs de juin 1944: « God bless America! »